



Séance ordinaire du jeudi 1 juin 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le premier juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Sébastien COTE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mathilde BORNE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Alenka DOULAIN, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Joëlle URBANI

Ressources - Astreinte CODIR - Modalités de mise en œuvre - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Comme de nombreux territoires, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole sont soumis à un ensemble d'incidents et d'événements de sécurité civile majeurs, pouvant présenter un risque pour la population, les biens et l'environnement, nécessitant une réponse opérationnelle forte et efficiente en matière de sécurité, ainsi qu'en continuité d'activité. C'est pourquoi, au regard de cette réalité opérationnelle et à travers le projet de la modernisation du Plan Communal de Sauvegarde de la Ville de Montpellier, qui sera complété prochainement par l'instauration d'un Plan Intercommunal de Sauvegarde, il est proposé de consolider la chaîne de décision au niveau de l'administration rassemblée par la création d'une astreinte de sécurité, dénommée « *astreinte CODIR* », mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette astreinte concerne les Directeurs de Pôles et les Directeurs Généraux Délégués qui peuvent être amenés à la prise de décision ainsi qu'à la responsabilité des actions communales ou intercommunales, en coordination avec l' élu d'astreinte, les directions et/ou les astreintes compétentes lorsque les exigences l'imposent, et jusqu'à ce que le Directeur Général des Services assure en premier lieu cette responsabilité. Cette astreinte est gérée techniquement par la mission sécurité civile, du pôle des sécurités et de la tranquillité publique.

Principe et dispositif :

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration.

La durée des interventions est considérée comme un temps de travail effectif, y compris le temps de déplacement entre le domicile et le lieu d'intervention aller-retour, et se limiteront à la période nécessaire pour gérer ces événements.

Conformément aux dispositions du Code général de la fonction publique et du décret n°2001-623 du 12 juillet 2001, pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale, les collectivités territoriales ne sont pas compétentes pour fixer le montant de l'indemnité d'astreinte, mais déterminent en revanche, après avis du Comité Social Territorial, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés.

Les règles relatives à la compensation et l'indemnisation des périodes d'astreinte et éventuelles interventions sont déterminées en application du décret n°2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale et en référence aux arrêtés du 14 avril 2015, fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement et du 3 novembre 2015, fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions des personnels affectés au ministère de l'intérieur. Pour rappel, les indemnisations ou récupérations ne pourront être effectives qu'en dehors des heures d'ouverture des services ou en dehors du cycle de travail hebdomadaire des agents.

L'indemnité d'astreinte ou la compensation des astreintes ne peuvent être accordées aux agents qui bénéficient d'une concession de logement par nécessité absolue de service ou d'une NBI au titre de l'occupation de l'un des emplois fonctionnels administratifs de direction (mentionnés par le décret n° 2001-1274 du 27 décembre 2001 et le décret n° 2001-1367 du 28 décembre 2001).

Modalités générales :

- L'astreinte est réalisée du lundi au lundi suivant : soit de 11h45 à 14h et de 16h30 à 9h15 en semaine travaillée. Et 24h/24h le week-end et jours fériés ;
- En cas d'absence ou d'indisponibilité du directeur du pôle des sécurités et de la tranquillité publique, du directeur général des services ou d'un représentant désigné durant les heures ouvrées de l'administration, l'agent d'astreinte CODIR est également susceptible d'intervenir pour assurer la continuité impérative de la chaîne de décision ;
- Pendant sa période d'astreinte, le cadre est joignable et mobilisable à tout moment. Selon l'importance de la situation, les possibilités et les priorités du moment, il peut gérer à distance, se rendre sur les lieux d'intervention, en salle de crise ou à la Cellule Opérationnelle Départementale (COD) de la Préfecture (en cas d'activation et d'engagement de la Ville et/ou Métropole de Montpellier) ;
- L'astreinte s'adresse aux Directeurs de Pôles et Directeurs Généraux Délégués (titulaires, stagiaires et non titulaires) ;
- L'astreinte de CODIR est mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Avant d'assurer l'astreinte, les cadres concernés doivent réaliser une formation initiale et continue obligatoire, sur leur temps de travail conjointement avec la mission sécurité civile et le service formation du Pôle Ressources Humaines ;
- Le cadre dispose d'outils d'aide à la décision et de matériels pour l'accomplissement de ses missions. En cas de mobilisation, il complète une main courante dématérialisée (en précisant l'origine, heure, adresse, objet, actions réalisées, observations et difficultés rencontrées...) ;
- La passation de l'astreinte est organisée le lundi, en présentiel, entre les cadres concernés coordonnée par la mission sécurité civile. Un débriefing / briefing est assuré à ce moment ;
- En cas de jour férié ou de permanence, le cadre poursuit son astreinte jusqu'au prochain jour ouvré de l'administration.

Modalités d'exemptions :

- Temps de déplacement supérieur à une heure ;
- Femme enceinte ;
- Père ou mère d'enfant âgé de moins d'un an ;
- Cadre concerné par une exemption médicale ;
- Situation particulière, sur demande argumentée et validation hiérarchique.

Rôle et missions de l'astreinte :

- Alerter l'autorité supérieure selon l'importance et/ou la sensibilité de l'événement ;
- Décider et mettre en œuvre les premières actions de sécurité et/ou de sauvegarde auprès des personnes, des biens et de l'environnement ;
- Décider et mettre en œuvre les premières mesures de continuité d'activité indispensable ;
- Si nécessaire, se rendre sur les lieux d'intervention ;
- Si nécessaire, valider ou déclencher un ou plusieurs plan(s) de gestion de crise pouvant engager une cellule de crise. A ce moment, prendre et prioriser la fonction de responsable des actions communales et/ou intercommunales jusqu'à remplacement par un pair ou le directeur général des services ;
- Si nécessaire, et en cas de sollicitation par la Préfecture, assurer une présence ou se faire représenter au COD. Réaliser l'interface entre les dispositifs de gestion de crise ;
- Assurer ou garantir un partage commun de la situation et une traçabilité nécessaire de la gestion de l'événement.

Pour y répondre, l'agent d'astreinte CODIR est en coordination avec l'élus d'astreinte, les directions et/ou les astreintes compétentes, et jusqu'à ce que le Directeur Général des Services assure en premier lieu cette responsabilité.

Il est, avec l'élu d'astreinte et l'astreinte sécurité civile, le premier maillon de la réponse communale de sécurité civile, et avec la police municipale, le premier maillon en terme de sécurité publique.

Les flux financiers entre la Ville de Montpellier et la Métropole sont régis par les conventions de service communs.

Le Comité social territorial a été saisi pour avis.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les modalités de mise en œuvre de l'astreinte de sécurité CODIR telles que définies ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 juin 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230601-203747-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.